

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# 3e partie

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 25 août 2002

---

**Démocratie & Socialisme**

---

### **Un autre monde est possible**

### **Le socialisme est une idée neuve, un programme mondial de Seattle à Porto Alegre face au chaos, à l'empire américain**

#### **3.1 Rompre avec le capitalisme**

Les conditions d'une sortie de la crise de surproduction et de la récession qu'elle a enclenchée sont réunies depuis le milieu de la dernière décennie du siècle précédent : des politiques de relance ont été remises à l'ordre du jour, et, pour augmenter les profits, des mesures protectionnistes surprenantes de la part d'intégristes libéraux ont également été mises en oeuvre. Georges Bush, mal élu, initié des affaires pétrolières, va t en guerre contre le désordre mondial, n'hésite pas à braver quand cela lui chante les décisions de l'OMC qu'il impose pourtant aux autres. L'empire américain profite, sans principe, du chaos mondial, y décide unilatéralement des affaires et des armes, selon ses seuls intérêts.

C'est l'époque que nous avons tant de fois décrite du nouvel âge du capitalisme, de la domination financière, celle qui domine la recherche féroce de nouveaux marchés, qui affame le tiers-monde, organise la marchandisation de toutes les protections sociales, et la privatisation notamment, des services publics.

Sans mettre en cause ce pillage des requins de la finance, sans dénoncer ces jeux de Bourse, aux règles incontrôlables, il n'y a pas de projet socialiste, pas de réponse à la dérégulation mondialisée, pas d'Europe sociale. Ceci est connu de notre peuple : même les plus humbles des salariés et des chômeurs qui ne connaissent rien en économie savent cela d'instinct, et les propagandes de la Bourse, des jeux d'action, des grandes fortunes sont vomies par des millions de nos concitoyens qui savent que c'est là qu'est le mal, c'est là ce qu'il faut combattre, c'est à cela qu'il faut proposer un système économique alternatif de réglementation démocratique, sous un réel contrôle des peuples.

Non seulement l'horizon n'est pas capitaliste, mais il n'y a pas d'horizon humain sans rupture avec le système capitaliste en vigueur.

#### **3.2 Après la chute du mur de Berlin, l'empire face au chaos mondial**

... L'écroulement du stalinisme soviétique, la guerre du Golfe, de Bosnie, les guerres barbares de Somalie, du Rwanda, du Burundi, des grands lacs, d'Angola, la guerre du Kosovo, Algérie, Tchétchènie, Colombie, les attentats criminels du 11 septembre, la guerre en Afghanistan, et la guerre au Moyen-Orient, c'est le désordre mondial qui s'est installé.

Pour y faire face avec les méthodes de la guerre et non celles de l'expansion et de l'entraide, W Bush a accru les dépenses militaires de 48 milliards de dollars, davantage que le total de l'aide publique au développement reçue par l'ensemble du tiers-monde.

L'impérialisme US dominant ne peut et ne veut ni pacifier, ni "sauver" le monde, il fait face difficilement, écartelé, aux propres kraks de son économie, aux ruines des anciens pays de l'Est, aux tragédies du tiers-monde... et à ses propres réseaux renégats du type de la secte Ben Laden.

C'est le système du leadership unique dans un monde considéré comme un chaos aléatoire. Il endigue, dissémine, réprime mais n'assume aucune contrepartie sociale de son rôle dominant. Après les abominables attentats du 11

septembre à New York, perpétrés par des renégats de la CIA, des intégristes, capitalistes, réactionnaires dangereux, les dirigeants américains ont utilisé tous les moyens de la guerre, en se refusant à utiliser tous les moyens de la paix. Ils n'ont en rien modifié leur politique vis-à-vis du tiers-monde, ni du Moyen-Orient, pire, ils envisagent tout à la fois de couler le sommet de Johannesburg et d'engager une nouvelle guerre contre l'Irak.

### 3.3 le peuple mondial s'éveille :

Pour autant, le capitalisme n'est pas "victorieux", sa puissance n'est illimitée, il est au contraire, selon nous, et davantage depuis 1989, mis à nu, en crise profonde. Il est arrogant, économiquement, militairement, culturellement mais pas tout-puissant : il engendre chaque jour les forces sociales, les aspirations, les luttes et les idées neuves qui le renverseront.

La colère du "peuple mondial" est encore virtuelle, naissante, fragile, mais elle se dresse contre l'empire de Seattle à Gênes et Porto Alegre, sa tradition se nourrit des "grandes révolutions" de 1649, 1793, 1848, 1971, 1917, 1968, elle veut annuler la régression barbare "libérale" en cours. Alors que l'analyse libérale veut faire croire que la fin de l'URSS était la fin du "socialisme réel", cette opinion qui progresse peut faire penser qu'il s'agit de son commencement.

Le XXI<sup>e</sup> siècle va être, selon nous, l'histoire du renversement de ce système, et celui de l'accouchement d'une nouvelle société mondiale, opposée point par point aux crimes et gabegies du capitalisme, une république sociale universelle libre, égale, fraternelle, démocratique. Il sera le siècle des organisations internationales, du contrôle démocratique, du développement durable, celui de l'annulation de la dette, celui des investissements dans les pays en développement, celui de la fin des diktats du FMI, celui où l'OIT travaillera à parité avec l'OMC de façon à rendre le droit du travail constitutif du droit de la concurrence.

Nous ne voulons pas d'OMC sans OIT, sans OMS, sans OME, sans ONU. Nous voulons la transparence boursière, bancaire, l'épuration de la fraude et des fraudeurs, la taxation des mouvements de capitaux, la réforme du droit des sociétés, des tribunaux de commerce, la réforme des règles de la concurrence incluant le respect du droit du travail, la réglementation de la sous-traitance, des critères de passation des marchés au niveau national et international.

### 3.4 L'Europe fédérale, sociale

De Gênes à Barcelone, chacun a noté ce phénomène exponentielle qui aboutit à ce que chaque semestre, les manifestations pour l'Europe sociale soient de plus en plus fortes. Alors qu'à Porto encore, il ne s'agissait que de démonstrations des "directions syndicales" voilà que de Nice à Laeken, ce sont des centaines de milliers de salariés, de jeunes qui défilent dorénavant, plus que ce que tous les dirigeants de la CES n'envisageaient.

Il y a eu déjà des premières grèves européennes de cheminots, de routiers, et l'on voit se constituer l'Europe des luttes sociales. Les masses commencent à prendre en main les affaires que les technocrates de Bruxelles se croyaient réservées. Ce n'est qu'un début, nous l'avons dit mille fois : la monnaie unique encourage au combat pour un salaire minimum européen (1200 euros par mois), les 35 h en France, en Allemagne, en Belgique, posent la question à l'Italie, à l'Espagne, et à toute l'union européenne. À force de privilégier l'Europe des marchands et des banquiers, les dirigeants vont voir se dresser l'autre Europe, celle des salariés, des syndicats, des grèves et des manifestations. Nous sommes favorables à une Europe fédérale car c'est cette orientation qui vise à garantir un contrôle citoyen, un fonctionnement démocratique, une suprématie du politique sur l'économique. Moins l'Europe est organisée, plus les multinationales y règnent, plus le marché est incontrôlable. C'est pourquoi les libéraux, en Europe comme ailleurs, (Amérique du Nord, Amérique du sud, Asie) sont favorables à tous les élargissements sans conditions d'échanges ni de droits sociaux.

Nous sommes opposés à tout nouvel élargissement de l'Europe sans garanties, constitution démocratique, sans garanties sociales, (salaires, durée du travail, garanties de l'emploi, droits syndicaux).

ici Amendement intégré à la partie Europe (Harlem)

Il est devenu essentiel pour les socialistes de montrer en quoi l'Europe qu'ils veulent est une réponse à la brutalité sociale et à la dépossession démocratique engendrée par la mondialisation libérale. Les socialistes doivent dire comment, en tirant les leçons des années 97-2002 et de la dérive libérale de la construction européenne, dérive dont le sommet de Barcelone restera le symbole, ils comptent mettre la puissance économique de l'Europe au service d'un modèle social de haut niveau et de la conquête de nouveaux droits. Ils doivent dire que c'est pour cela et pour une Europe qui pèse dans le monde face aux Etats Unis, pour la paix, la justice, le développement durable, qu'ils veulent une Europe politique plus intégrée. Pas pour renforcer les institutions actuelles. Mais pour remettre la volonté des citoyens dans le poste de commande.

Dans le débat qui va se dérouler au sein et autour de la Convention pour l'avenir de l'Union, si les fédéralistes de gauche n'ont à proposer que les « acquis » et la « méthode communautaire », c'est l'option défendue par MM. Aznar, Chirac et Blair, avec le soutien du Président de la Convention, Giscard d'Estaing qui l'emportera : celle d'une présidence du Conseil renforcée, bloquant l'Europe à la case intergouvernementale et perpétuant l'opacité et les limites actuels.

### **L'Europe a besoin d'institutions nouvelles**

L'heure est venue de bâtir une véritable démocratie parlementaire européenne. La Commission doit être transformée en un gouvernement européen constitué à partir de la majorité issue des élections européennes. Ainsi se créera un lien direct entre l'exécutif européen et le vote des citoyens. Le Parlement européen doit être doté de la plénitude des pouvoirs législatifs et budgétaires pour pouvoir adopter à la majorité, avec le Conseil, les mesures de progrès social, d'harmonisation fiscale, de financement de la recherche ou des grands travaux européens, répondant aux besoins et à l'intérêt collectif de l'Union. Les socialistes européens doivent se battre au sein de la Convention pour une Constitution sociale de la Fédération européenne, c'est à dire pour que le futur traité constitutionnel établisse les conditions d'une harmonisation sociale vers le haut, comme le traité de Maastricht avait établi les conditions de la convergence monétaire vers la monnaie la plus forte. Ils doivent demander un chapitre sur les services d'intérêts général qui favorise la mise en réseau européen et la modernisation des services publics et pas leur démentiement suivant les règles du "marché intérieur". Un moratoire sur les libéralisations doit être appliqué tant qu'une directive cadre n'aura pas garanti la pérennité et le développement des services publics dans l'Union. Les socialistes doivent demander que les objectifs de la banque centrale européenne soient complétés pour inclure la croissance et l'emploi, ainsi qu'un réaménagement du Pacte de stabilité afin de pouvoir mener des politiques monétaires et budgétaires actives stimulant l'investissement et la croissance.

### **3.5 La Gauche socialiste, en se construisant, cette dernière décennie, s'est internationalisée.**

Elle a essaimé en Europe par une action volontariste au sein du Parti socialiste européen. Cela s'est traduit par la création, le développement du "Club des Républiques sociales européennes". des réunions régulières, des documents communs, une plate-forme internationale lors du congrès du PSE de mai 2001 constituent des avancées d'autant plus positives qu'elles ont été effectuées avec la participation de la motion 3 dirigée par Henri Emmanuelli.

Nous avons également engagé une action dans le cadre des batailles internationales contre la mondialisation libérale. Nous avons été présents aux deux sommets de Porto Alegre et avons pu y apparaître, faire connaître nos orientations en tant que composante du parti socialiste français, et des partis sociaux-démocrates européens. Ce

n'était pas acquis d'y trouver notre place, de nous lier aux dirigeants du Parti des travailleurs brésiliens, au forum de Sao Paolo, de cohabiter avec toutes les forces vives qui s'y trouvaient représentées.

Nous étions à Millau en 2000 aux côtés de José Bové et considérons comme une honte son emprisonnement en 2002. Ce deuxième sommet de Porto Alegre c'est 80 000 participants venus de 131 pays... Plus de 1100 parlementaires (dont 77 italiens et 76 français) ont débattu de l'alternative à la mondialisation libérale pendant deux jours. Il s'inscrit dans la série de manifestations de Seattle, Porto, Göteborg, Prague, Nice, Gênes, Laeken, mais il a sa caractéristique propre : il est le produit partiellement spontané d'une lame de fond. Malgré l'infériorité en matière de financement et de communication des forces opposées à la mondialisation libérale dominée par l'impérialisme américain, elles l'emportent en nombre, en détermination, en symbolique sur le forum de Davos, le maudit sommet des ultralibéraux, devenu minoritaire.

Attac a émergé dans quarante pays. En France, elle s'est développée après novembre-décembre 1995, et compte 28 000 Membres et 230 comités locaux. Intellectuels, syndicalistes font le cocktail détonant qui assure la réussite d'Attac qui s'est assigné "d'emblée une mission d'éducation populaire orientée vers l'action contre la dictature des marchés, et, d'autre part, qu'elle place cette mission dans un cadre non seulement international, mais également internationaliste, la solidarité avec les sociétés des autres pays du monde se situant au centre même de sa démarche". (Plate-forme d'Attac). D'où la parfaite adéquation d'Attac avec le forum social mondial.

La Gauche socialiste est investie aux cotes d'Attac et de plus en plus nombreux sont ses militants qui y agissent. Nous nous félicitons du succès de ses assises d'Arles 2002.

### 3.6 Pour la République sociale universelle

Notre pays a des acquis de luttes et des acquis sociaux exceptionnels par rapport au monde actuel. Deux grèves générales en trente ans, de 1968 à 1995 les ont conservés et développés.

En 1995, un journal italien "La Repubblica" écrivait : "L'Europe est un volcan et quand la lave veut sortir, elle choisit Paris". Depuis, il y a eu d'autres grèves générales exceptionnelles, en Italie les 13 mars et 16 avril contre Berlusconi, en juin dans l'état Espagnol, contre Aznar et toute l'Europe.

Quatre cent mille salariés et jeunes se sont retrouvés en liesse à Barcelone le 16 mars. De semestre en semestre, chaque sommet européen, est l'occasion de démonstrations de force de plus en plus populaires, les mots d'ordre se précisent, les échanges se développent par branche, entre pays, l'internationalisme syndical et démocratique se développe contre le mondialisme capitaliste et libéral. Il y a eu trois millions de manifestants, le 23 mars, à Rome, venus de toute l'Italie.

C'est une fantastique mobilisation, tous les syndicats ont participé, toute la gauche commence à revivre, à la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter, combative, pour s'opposer à une nouvelle loi sur les licenciements. La coupure entre gauche modérée et gauche radicale, s'est en cette occasion atténuée, et c'est le bon chemin à suivre.

Le même processus s'amorce dans l'état espagnol. L'Europe n'est pas "bleue", les luttes montent, de nouveaux mouvements de type Attac, naissent dans la jeunesse surtout.

Nous ne travaillons pas dans un cadre chauvin, nationaliste, mais dans un cadre internationaliste, européen, mondial. Notre démarche de république sociale n'est pas séparatiste mais universelle, elle se veut globale, ouverte, dynamique. Nous ne sommes pas opposés à la "mondialisation" si on l'entend par internationalisation, si l'on veut

"réglementer la mondialisation" et non pas "mondialiser la déréglementation".

ici amendement intégré au passage sur la mondialisation. (Harlem)

Les socialistes doivent proposer que l'Union soit la première zone s'appliquant à elle-même une taxe Tobin sur les transactions financières internationales, premier impôt de solidarité mondiale, de même qu'elle a décidé d'appliquer le protocole de Kyoto sans attendre les autres pays. L'Europe doit proposer la création de "fonds structurels mondiaux" pour aider les pays du Sud à faire face à leurs besoins vitaux dans des domaines comme l'accès à l'eau, aux énergies renouvelables, à l'éducation, à la santé. L'accès à ces biens publics mondiaux doit relever d'une logique de mondialisation des droits fondamentaux de l'être humain et non de la marchandisation.

Les socialistes doivent demander que l'Europe regroupe ses droits de vote au sein du FMI et de la Banque Mondiale, pour réformer leur fonctionnement, remettre ces institutions publiques mondiales au service du développement, de la lutte contre la pauvreté, du rattrapage des retards dans les pays du Sud, pour y obtenir l'annulation de la dette et imposer le respect des stratégies de développement et des modèles de société que se choisissent les peuples. Avec une "exception service public" contre les privatisations ou les libéralisations forcées imposées de l'extérieur par les organisations internationales, comme il y a une "exception culturelle" contre les interventions de l'OMC dans ce domaine.

Les socialistes doivent soutenir l'abandon des subventions aux exportations agricoles qui ruinent les petits agriculteurs du Sud et demander que l'Europe donne la priorité au sein de l'OMC, non pas à la libéralisation des services, des marchés publics et des investissements, mais à l'intégration régionale (Mercosur, etc.) qui permet la diversification économique, un développement maîtrisé, et l'émergence d'un monde multipolaire. Ils doivent défendre la reconnaissance d'une hiérarchie des normes internationales qui place les conventions sociales de l'OIT dont les pouvoirs de sanction doivent devenir effectifs, les accords multilatéraux sur l'environnement, ceux de l'OMS sur la santé et l'accès aux médicaments, au-dessus du droit commercial. C'est à dire un nouvel équilibre de la gouvernance mondiale. On devrait pouvoir faire appel d'une décision de l'OMC devant les agences compétentes des Nations Unies, l'OMC devrait être réintégrée en son sein et placé, comme le FMI et la Banque Mondiale, sous la responsabilité d'un Conseil de sécurité économique et social veillant à la cohérence de leurs actions et au respect des objectifs de développement durable qui seront débattus au sommet de la terre de Johannesburg. L'Europe doit demander une véritable transparence, l'ouverture aux ONG et le renforcement du contrôle parlementaire sur les organes du FMI et de l'OMC.

Les socialistes doivent faire de l'Europe l'instrument d'un nouvel internationalisme qui donne un débouché aux revendications et aux aspirations du mouvement social mondial qui a vu le jour de Seattle à Porto Alegre.